Institution monétaire et commun(s)

Monetary institution and common

Jean-Michel Servet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ei/5922>

DOI : 10.4000/ei.5922

ISSN : 2553-1891

Éditeur

Association Économie et Institutions

Référence électronique

Jean-Michel Servet, « Institution monétaire et commun(s) », *Économie et institutions* [En ligne], 26 | 2017, mis en ligne le 01 juillet 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ei/5922> ; DOI : 10.4000/ei.5922

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Revue Économie et institutions

Institution monétaire et commun(s)

Monetary institution and common

Jean-Michel Servet

NOTE DE L'AUTEUR

Une version préliminaire de ce texte a été présentée au colloque « Institutionnalismes monétaires francophones : Bilan, perspectives et regards internationaux » qui s'est tenu à Lyon les 1^{er}, 2 et 3 juin 2016 à l'initiative de l'UMR Triangle (CNRS, ENS et Université Lyon 2).

Je remercie les participants pour les échanges qui ont eu lieu lors de ce colloque, ainsi qu'à l'occasion des publications et présentations indiquées en note 5. Toutes leurs suggestions n'ont pu être intégrées dans cet article de taille réduite. Mes remerciements vont également à Éric Dacheux et Daniel Goujon ainsi qu'à deux rapporteurs anonymes de la revue Économie et Institutions.

Introduction

- 1 Dans une émission télévisée de la chaîne BFM Business, mise en ligne le 1^{er} février 2017, au cours de laquelle Christian Chavagneux, directeur du mensuel *Alternatives Économiques*, présentait *Propriété et communs. Idées reçues et propositions*, ouvrage collectif publié aux Éditions Utopia, le journaliste Emmanuel Lechypre a indiqué à propos des communs : « je ne connaissais pas ce sujet » et il a ajouté « on va s'y pencher »¹. Cet aveu d'ignorance par l'animateur de cette émission n'a rien d'étonnant. Il est l'éditorialiste d'une chaîne d'information qui, à longueur de temps d'antenne, vante les mérites supposés du marché et les défauts de l'intervention publique. Ce faisant, est ignoré qu'un autre monde est possible : celui des communs.
- 2 À la suite d'Elinor Ostrom, l'idée de commun est caractérisée par au moins trois dimensions. Elles permettent d'appréhender ce concept dans une perspective elle-même différente et davantage porteuse de transformations politiques, sociales et économiques

que la définition juridique de la propriété d'un bien à travers les fameuses catégories d'*usus*, *fructus* et *abusus*. Elles tiennent aux règles qui l'instituent et aux normes des communautés (de taille et de durée variables) qui la reconnaissent à travers leurs pratiques, à savoir :

- la démocratie régissant les rapports entre les diverses parties prenantes de l'usage ou de la co-production de ses ressources, biens et services, qui en sont le support ;
- le souci des autres (présent et à venir) à travers les conditions de leur renouvellement et donc la recherche d'une soutenabilité environnementale et sociale de l'usage ;
- et le partage, non pas au sens d'une division mais d'un accès et d'un usage établis en proportion de la capacité de satisfaire les besoins de chacun et de la reconnaissance de l'interdépendance des différents acteurs.

- 3 Le cadre territorial de l'inscription de ces trois dimensions est essentiel, étant donné qu'elle peut se faire à différents niveaux selon le type de ressources physiques et immatérielles qui en sont le support.
- 4 Ainsi, le partage repose sur une interdépendance volontaire ou contrainte des membres d'une communauté. La taille de celle-ci peut être très diverse, tout comme la fréquence des relations impliquées et leur intensité au sein de la communauté peuvent varier considérablement. Au cœur de la réalisation de ce partage se trouve le principe de réciprocité au sens que Karl Polanyi lui a donné en l'empruntant à Richard Thurnwald. Celui-ci pouvant avoir aussi inspiré Marcel Mauss, dans une contribution de 1931 intitulée « La cohésion sociale dans les sociétés polysegmentaires »². Selon le principe de réciprocité, la communauté est fractionnée en sous-groupes de façon telle que chacun dépend nécessairement des autres. Ce qui contraint les membres de la communauté à partager les conditions d'utilisation de certains biens ou les produits mêmes des activités. Leurs relations sont par conséquent des obligations réciproques³ dans l'ensemble formé par la communauté à laquelle ils appartiennent (même s'ils pensent la communauté et les biens comme leur appartenant). Par conséquent, les dons qui peuvent en résulter ne sont pas des façons d'échanger. Ils sont la conséquence des liens d'interdépendance nés de ce fractionnement. La réciprocité n'est pas vue à travers une perspective catallactique qui saisit les contreparties d'un échange mais comme le mode d'interdépendance qui relie les parties prenantes. La reconnaissance de communs au sein d'une société, tels qu'ils ont été préalablement définis, apparaît donc comme un moyen d'activer l'interdépendance de ses membres. Ainsi est instituée une forme de partage⁴. Celui-ci peut ou non s'appuyer sur un fonctionnement démocratique de la société.
- 5 Pour appréhender les communs selon la définition qui en a été donnée, et les comprendre dans toute leur complexité et leur diversité⁵, il faut tout d'abord dépasser l'habituelle dichotomie État/marché. Même lorsque le terme « commun » est employé aujourd'hui par des économistes, on peut relever une confusion entre bien public et bien commun, ce qui manifeste une méconnaissance de cette approche (Servet 2016f et 2017c). Les communs doivent, le plus souvent, s'appuyer sur une décomposition du clivage État/marché ou sur leur ré-articulation. Apparaît de ce fait une nécessaire imbrication du social et du politique pour permettre l'existence de l'économie et ainsi assurer son fonctionnement. Le besoin de l'un et de l'autre cohabite alors avec la morale et l'utilité collectives. Et il est essentiel de penser la société à différents échelons dans cette articulation notamment de l'économie et du politique (en relation avec un processus de subsidiarité ascendante dans les prises de décision relative aux différents communs)⁶. Ce type d'approche du fonctionnement des sociétés et de leurs acteurs s'oppose

radicalement à la forme de l'économisme le plus à la mode aujourd'hui : le nouveau comportementalisme (Servet 2017a) qui prétend apporter un renouveau de la pensée économique, se pique d'interdisciplinarité et constitue une sorte de néolibéralisme implicite (Servet 2018a), une idéologie qui peut se cacher sous le pragmatisme affiché, mais qui est aux antipodes de l'approche en termes de commun.

- 6 Les communs ont d'abord été principalement reconnus dans le champ des ressources physiques rares, à la suite de l'attribution du prix dit Nobel d'économie à Elinor Ostrom. Puis ils l'ont été dans le cadre des richesses culturelles, intellectuelles et scientifiques ou techniques. Mais peu de travaux ont jusqu'ici ouvert cette perspective à la finance et encore moins à la monnaie ; hauts lieux du néolibéralisme implicite, académique et pratique. Pour ce faire, il ne s'agit pas de réduire la problématique critique aux potentialités de contribution de la monnaie et de la finance à un développement environnementalement durable dans la consommation des ressources physiques (à travers par exemple la microfinance dite « verte » ou le financement d'équipements industriels ou domestiques, de moyens de transport et d'habitats écologiquement neutres). Leur dimension de « commun » se réalise notamment de façon originale à travers la production, *via* le crédit, et par la circulation de liquidités indispensables au bon et juste fonctionnement des systèmes économiques et financiers, tant localement que globalement. Une dimension du lien entre monnaie et commun est ici le poids relatif de l'empreinte écologique des différentes activités financées (Arnsperger 2015). La financiarisation de la gestion des entreprises pousse à privilégier les retours financiers des placements à court terme. Cette quête contraint les entreprises à une optimisation du moins-disant social et environnemental et à une optimisation fiscale. La réduction des ressources des États qui en résulte tend à promouvoir une gestion des services publics fondée sur un accès des usagers déterminé par leurs capacités personnelles à en couvrir les coûts. Par conséquent leur gestion est très éloignée de celle d'un commun ; elle en est même un obstacle. On constate ainsi une conséquence forte d'un financement des entreprises par le crédit bancaire et par les prises de participation elles-mêmes alimentées par les opérateurs financiers. La chaîne de production des valeurs des biens et services est déformée du fait d'un accroissement des ponctions financières au détriment de la rémunération des facteurs réels. Il s'agit de la conséquence indirecte d'une création monétaire non contrôlée comme celle de communs.
- 7 Le rapprochement entre monnaie et commun peut sembler *a priori* un oxymore. Car, pour reprendre une métaphore numismatique de Keith Hart (1986) et sa relecture par Bruno Théret (2008), la monnaie est généralement réduite à deux côtés : pile on trouve l'État, et face le marché (compris à travers la propriété privée et la concurrence). Or on peut avec la tranche des pièces percevoir une troisième dimension de la monnaie : ici, son caractère de commun. Mais celui-ci est aujourd'hui quasi invisible car sous-développé. Cela tient notamment à la captation de la création monétaire par les banques commerciales à travers l'émission par le crédit, ce qu'explicitera la deuxième partie de cet article.
- 8 La monnaie⁷ en tant que commun peut être abordée de deux façons complémentaires :
 - celle d'un commun local ; ce qu'illustrent plus particulièrement les travaux sur les modes de gestion des monnaies complémentaires territorialisées dans des espaces circonscrits par les groupes qui portent ces projets, qui mettent en avant des proximités humaines fortes, des espaces de confiance, tant horizontale que verticale, fonctionnelle et éthique, ainsi que des objectifs sociétaux, environnementaux et plus rarement culturels, comme la préservation d'une langue (Hudon & Meyer 2016 ; Meyer 2016) ;

- et celle d'un commun global au sens de la production du volume de liquidités nécessaire au bon fonctionnement d'une économie et d'une société. Et l'on peut situer là les propositions de monnaie « pleine » ou « gagée » selon lesquelles les prêts devraient avoir pour contrepartie une épargne déposée ou des emprunts auprès des établissements jouissant d'une surliquidité ; à moins que les banques ne bénéficient d'une autorisation par un comité de crédit qui autoriserait le dépassement de ce plafond dans le cas où les prêts financeraient des objectifs jugés prioritaires (tels que l'environnement, le désenclavement local ou l'inclusion sociale et économique)⁸. Il serait aussi possible que les collectivités publiques puissent aussi financer par autorisation d'un découvert (donc sans endettement), ou par des distributions en monnaies locales complémentaires (Fare 2016, p. 84-86), des opérations telles que le revenu universel ou liées à la transition écologique (Swaton 2018).
- 9 La monnaie en tant que commun présente une particularité la distinguant d'autres communs qui sont des ressources à caractère physique. À la différence de celles-ci, la reproduction d'un commun monétaire et sa préservation ne requièrent pas de le conserver. Au contraire. Il faut détruire la monnaie en la dépensant pour assurer le bon fonctionnement systémique du circuit économique (Massonnet 2017). On peut penser qu'il en va de même d'une connaissance scientifique (telle que les brevets) ou artistique (en musique notamment) qui est « utile » et ne s'enrichit que si elle est mise en œuvre, donc « utilisée », au sens non seulement d'être employée mais d'être rendue utile ; donc par une large mise à disposition.
 - 10 La monnaie incarne le « Tout » de la société. Mais, on l'a vu, ce « Tout » présente un double visage : celui porté par la puissance publique, et celui incarné par la société elle-même qui ne se réduit pas à une sommation d'individus soumis à un affrontement concurrentiel. La problématique des communs est souvent pensée à travers celle d'un dépassement de la rivalité entre individus dans l'accès aux biens et services (c'est ainsi la nature quasi physique des biens qui leur donne tel ou tel attribut). La monnaie, dans ses composantes matérielles et immatérielles, invite à repenser l'approche pour l'adapter aux spécificités des rapports sociaux institués par la monnaie. Retrouver une forme de collectif dans la monnaie c'est donc aussi repenser le déséquilibre dynamique incessant grâce à sa capacité à relier le présent tant au passé qu'à l'avenir. Et ce lien ne peut qu'impliquer le collectif.
 - 11 Le collectif doit l'emporter en subsumant les intérêts particuliers afin de permettre la réalisation même d'intérêts privés. Il n'y a pas d'opposition radicale totale. Il n'y parvient pas nécessairement à court terme, mais c'est une condition à moyen et surtout à long termes.
 - 12 Enfin, autre précision liminaire, le commun monétaire ne doit pas être saisi ici uniquement à travers le paiement et la circulation d'un bien ou d'un service qui implique toujours des éléments concrets en dépit de l'affirmation selon laquelle les réseaux informatiques les dématérialiseraient⁹. Il y a aussi manifestation d'un commun à travers le nom du groupe et celui de l'unité de compte, qui procurent un sentiment d'appartenance. L'appellation fonctionne comme une sorte de blason arboré en tant qu'élément d'identité partagée. La monnaie comme commun est aussi une condition de la préservation de son pouvoir d'achat. Ou au contraire, à travers un léger amoindrissement graduel de la valeur des dettes (en termes réels), un moyen de récompenser les initiatives d'investissement et de permettre une redistribution du patrimoine et du revenu des rentiers vers le reste de la société. Ce qui permet notamment un allègement des dettes de ceux qui sont en difficulté.

- 13 Pour comprendre la dimension de commun de la monnaie, sera d'abord entrepris un détour interdisciplinaire afin de saisir l'archaïsme monétaire de la réalisation du commun dans l'activation du principe de réciprocité. Dans une démarche évolutionniste, la forme en quelque sorte la plus développée et la plus récente éclaire les formes qui l'ont précédée. La lecture présentée ici est l'inverse d'une vision évolutionniste. Le recours à l'anthropologie puis à l'histoire permet de révéler cette dimension monétaire de commun qui est aujourd'hui occultée et qu'il est possible de redécouvrir. Puis nous verrons comment le mécanisme actuel de création monétaire capté par les banques commerciales correspond, en termes de commun, à un processus d'enclosure. Enfin, seront abordées les conditions générales de développement d'un commun en l'appliquant au champ monétaire et financier dans une double portée possible, locale et globale. Il s'agit en quelque sorte d'une résurgence du commun monétaire oublié.

1. Inscrire la révélation du caractère commun de la monnaie dans la tradition de la lecture de travaux anthropologiques et historiques

- 14 Il existe une forte prégnance de travaux historiques et anthropologiques dans le courant institutionnaliste, avec deux lectures possibles : celle d'un évolutionnisme (voir des stades progressifs hérités sans doute du marxisme et de ses stades successifs des communautés humaines, dont on peut trouver les origines en remontant à la succession de la sauvagerie, de la barbarie et de la civilisation dans *La Richesse des Nations* d'Adam Smith par exemple) ; et à l'opposé, celle d'un anti-évolutionnisme à fondement principalement anthropologique (il y a mutation des sociétés, avec de possibles effets de cliquets, mais il n'y a pas de progrès si l'on intègre toutes les facettes de l'humanité, un peu à la manière des linguistes analysant aujourd'hui les idiomes contemporains et ne présumant pas d'abord leur caractère plus ou moins primitif, mais analysant les différences des processus, des structures et des logiques de transformation ou d'innovation).
- 15 On rencontre certains éléments des fondements archaïques de la monnaie comme commun parmi des populations de chasseurs-collecteurs et leur mode d'attribution du produit de la chasse. En l'absence d'intermédiation monétaire matérialisée¹⁰, dans certains groupes de chasseurs qui sont des sociétés où le but n'est pas de stocker, mais qui doivent satisfaire certains besoins immédiats matériels de reproduction, celui qui abat un gibier ne peut pas lui-même le consommer. Il doit le céder aux autres. Et il ne peut recevoir que des parts d'animaux abattus par d'autres. D'une certaine façon, ce tabou alimentaire est aussi puissant pour (re)produire la société que le tabou de l'inceste qui régit l'interdiction d'un coït entre certaines personnes apparentées. L'obligation à prendre femme et époux en excluant un certain nombre de partenaires physiquement possibles crée aussi une forme d'interdépendance dans la reproduction des groupes humains. Bien des groupes humains marquent leur différence avec les autres à partir de ces interdits – exclusions qui les caractérisent. Chez les Aborigènes australiens, le chasseur peut consommer l'animal qu'il abat, mais avec l'obligation de remettre sa capture à un ancien. Il est servi le dernier. Lors de cette distribution et des redistributions à laquelle la première peut donner lieu, les autres reçoivent donc avant lui la part qui leur est due. On observe ici un primat de l'usage sur la propriété et une reconnaissance de l'interdépendance marquant la prédominance du principe de réciprocité tel qu'il a été

défini en introduction de cet article. Pour le comprendre, on doit dépasser son interprétation comme dette ou comme don et le comprendre comme l'intégration d'une condition de la survie du groupe, dont chaque membre dépend des autres (et se pense ainsi).

- 16 Un autre exemple est celui du chasseur à qui plusieurs flèches ont été confiées ou données par des parents et par des amis ; ceux-ci peuvent être de sexe masculin ou féminin. Le maître ou la maîtresse de la flèche issue de son carquois et ayant tué l'animal procède à la distribution du gibier abattu. Il ou elle doit répartir les parts du gibier afin que tous les membres de la communauté en bénéficient. Alain Testart (2012, p. 214-215) indique¹¹ que cela se pratique/pratiquait parmi les San (anciennement appelés Bushmen ou Bochimans) d'Afrique du Sud, du Botswana et du Sud-Ouest africain. On trouve là aussi, appliquée à l'usage des animaux chassés et à la dépouille partagée, une logique de commun. Elle assure également l'interdépendance dans leur reproduction des membres de ces communautés humaines à travers leurs droits et obligations réciproques, égaux ou hiérarchisés.
- 17 Passons maintenant au champ que, d'un point de vue numismatique, on peut désigner comme paléomonétaire et à des sociétés que l'on peut, par rapport aux communautés de chasseurs-cueilleurs précédemment citées, qualifier de soumises à des logiques d'accumulation (Testart 2012). Prenons le cas d'une des plus célèbres monnaies coquillages dites « primitives », celle de l'île Rossel, exemple rapporté par l'ethnologue Wallace E. Armstrong. Observons sa circulation chez les Mélanésien de Rossel, une île située au sud-est de la Nouvelle-Guinée, en périphérie du célèbre cercle kula immortalisé par Bronislaw Malinowski. Cet exemple a été en quelque sorte médiatisé à l'initiative de Keynes, grâce à la parution d'un article dont il avait incité la publication en 1924 dans l'*Economic Journal*. Il est possible d'y découvrir aussi les ingrédients d'une dimension de commun, car celui ou le groupe qui détient une monnaie de rang supérieur n'en a pas une jouissance absolue. Il doit en céder temporairement l'usage à d'autres membres ou groupes de sa communauté. Les transferts temporaires de ces coquillages paléomonétaires les plus précieux ont été assimilés à ceux des « London bill brokers ». Ce terrain a été revisité à partir des années 1970 par l'anthropologue John Liep qui, dans *A Papuan Plutocracy* (2009), a fait une magistrale présentation des informations qu'il a lui-même patiemment collectées. La remise des coquillages appartenant à la catégorie la plus prisée de ces paléomonnaies y est indispensable lors des cérémonies de mariage. Cette catégorie de biens constitue, selon l'expression d'Annette B. Weiner, celle des biens inaliénables ; il est donc impossible de les acheter et de les vendre. À Rossel, le nombre des coquillages de la catégorie supérieure, nécessaires pour remplir ce type particulier d'obligations, est inférieur au nombre de familles dans la communauté. Pour satisfaire ses propres obligations sociales, un groupe familial ne peut pas transmettre une paléomonnaie de rang supérieur qu'il détient. Toutes les familles doivent recevoir temporairement d'un autre groupe ce type particulier de paléomonnaie. Ainsi, un détenteur doit remettre (dans ce cas temporairement) un de ces biens précieux afin que d'autres membres accomplissent les rites pensés comme indispensables à la reproduction des groupes familiaux, et ce faisant de la société. À charge ensuite pour le bénéficiaire de ce transfert temporaire de restituer tout ou partie de ce dépôt témoin de la relation, y compris avec une prime. Étant soumis à l'obligation de remettre une monnaie du rang le plus élevé lors de moments pensés comme essentiels à la reproduction des parties constitutives de la communauté, les maîtres de cette monnaie ne jouissent pas d'un droit

absolu de propriété sur celle-ci. Il y a interdépendance des fractions composant la communauté et celle-ci passe notamment par le partage obligé (et temporaire) de l'usage de ces coquillages paléomonnaies selon les demandes qui en sont faites. Ce dépôt temporaire (terme ici plus adéquat que celui d'emprunt, de prêt et plus encore de don) est une façon d'exprimer les dépendances vis-à-vis des autres, donc du collectif que constitue la société. Ainsi cette communauté humaine se reproduit comme ensemble de membres organisés consciemment en interdépendance hiérarchisée, notamment grâce au caractère de commun des biens considérés comme les plus précieux dans ces sociétés. Pour comprendre ces droits hiérarchisés, il faut concevoir la société comme alliant dans un territoire, et par conséquent au sein de communautés et dans leurs relations internes, des logiques de protection, d'entraide et de solidarité, en particulier par une articulation des principes d'autosuffisance, de redistribution et de réciprocité au sens de Karl Polanyi. Là où des observateurs soumis à une idéologie catallactique assimilent les détenteurs de « monnaies primitives » à des « banquiers », à des « brokers » ou à des « capitalistes », on redécouvre un Tout social. Au lieu d'affirmer que la monnaie permet d'exercer une possession exclusive (autrement dit, quand le fractionnement de la société permet de refuser de reconnaître à autrui l'accès à un bien dont d'autres jouissent), il devient possible de soutenir qu'il n'existe que des faisceaux de droits en raison de règles d'accès et d'usage subordonnées car hiérarchisées parce que cette monnaie est instituée ou reconnue, partiellement, comme commun. Il y a commun parce qu'une communauté est affirmée et qu'en son sein nul ne peut prétendre à une propriété exclusive de ces monnaies. Leur usage au sein de cette communauté en est en quelque sorte soumis à un partage obligatoire ; ce qui manifeste la réciprocité comme interdépendance, l'autosuffisance comme finalité et la société comme une totalité¹². L'appartenance à une communauté donne des droits et des obligations. Le collectif prime ainsi sur le particulier ; et le commun peut tendre simultanément à reproduire voire à renforcer, dans la communauté, des rapports non seulement de solidarité mais aussi de domination notamment entre sexes et entre groupes d'âge. On voit ici que le principe de réciprocité réalisant l'interdépendance de ceux vivant dans une communauté et pratiquant des modes de partage dans la consommation, pouvant se manifester par des dons contre dons mais pas uniquement, peut se faire dans une structure fortement hiérarchisée sans fonctionnement démocratique, au sens d'une représentation équitable de toutes les parties prenantes dans le processus de prise de décision et d'un pouvoir lui-même partagé.

- 18 Une méprise révélatrice de l'incompréhension dominante à penser la monnaie autrement que comme une contrepartie ayant pouvoir d'achat, et dont la circulation permet de solder de façon immédiate ou différée des dettes, se trouve dans un autre élément de la description de cérémonies mortuaires à Rossel. Parce qu'un « prix » en paléomonnaie coquillage lui avait été indiqué comme étant la valeur de la peau d'un défunt, Wallace E. Armstrong a prétendu que, lors des funérailles, le cadavre était dépecé et que la peau était échangée contre ces monnaies ; autrement dit elle aurait été vendue grâce à la remise d'une contrepartie. La peau apparaissait bien comme étant alors payée. Toutefois, cet acquittement n'était pas un achat car il s'inscrivait dans la conception d'un être relationnel dont la procréation dépend d'apports familiaux, lignagers ou claniques multiples et complémentaires. Ce qui nous apparaît par ethnocentrisme comme une transaction affublée du terme d'« achat » exprime l'interdépendance des humains : depuis leur naissance jusqu'à leur trépas, voire au-delà, quand ils deviennent ancêtres. Plusieurs recherches menées en Mélanésie à partir des années 1980 ont mis l'accent sur

cette représentation composite de la personne humaine¹³. Aussi, naissance, initiation ou mort y supposent des expressions de ces éléments constitutifs d'une personne qu'il convient en certaines circonstances et grâce à des rites de réunir pour affirmer l'unité de l'ensemble de ces groupes ; et leurs monnaies le permettent. Ce fractionnement symbolique du corps à la fois humain et social exprime là encore une reconnaissance de l'interdépendance des parties constitutives d'un ensemble supérieur à chacun des membres de ces communautés humaines. Il y a donc bien là partage, au sens de reconnaissance d'un commun, car cette monnaie est nécessaire à une appréhension du Tout de la société. Périodiquement, ici des paroles et des métaphores, là des gestes et des rites (Warnier 1999), le manifestent et donc le rappellent afin que chacun agisse de manière convenable et efficace en conséquence¹⁴, en permettant la reconnaissance de communs et leur mobilisation en tant que tels.

- 19 Pour avancer dans la compréhension des dimensions possibles de la monnaie comme commun passons à un tout autre type de société : celle de l'Europe du Moyen Âge. La question des communs peut être retrouvée dans le *Traité sur l'origine, la nature, le droit et les mutations des monnaies* rédigé par Nicole Oresme vers 1355 dans le royaume de France. L'auteur, philosophe et ecclésiastique, se demande à qui appartient la monnaie ? Son maître en est-il le souverain dont l'atelier émet des pièces ? Ou appartient-elle aux membres de la société pour qui elle est frappée, qui la détiennent et qui la font circuler par des usages qu'il serait erroné d'imaginer uniquement commerciaux ?¹⁵
- 20 La pensée médiévale mobilise pour y répondre une opposition/complémentarité entre *universitas* et *societas* (Enriquez 2007), deux types de collectifs que l'on peut traduire très approximativement comme impliquant l'État pour le premier et comme un collectif où se rencontrent des intérêts privés pour le second. On pourrait par métaphore évoquer ici le double corps du collectif-société. Il existe un collectif incarné par l'État et un collectif sans autorité publique (= non étatique), mais qui n'en est pas moins un collectif et qui a ses règles lui permettant de se manifester. Aucun de ces collectifs ne peut fonctionner durablement sans l'autre, car chacun incarne une forme de légitimité et de souveraineté. La monnaie, par ses modes d'émission et par ses propriétés, se situe en tension quasi-permanente entre ces deux expressions du collectif. Pour Oresme, la monnaie appartient à ceux qui s'en servent et en particulier aux marchands qui l'utilisent pour leurs échanges. Toutefois, on retrouvera là encore le commun à travers les règles d'émission et de circulation qui doivent permettre l'approvisionnement en flux monétaires (autrement dit en liquidités) nécessaires au fonctionnement de la société (pas seulement pour des relations économiques) et des rapports entre le pouvoir et la société.
- 21 Ainsi, cette analyse de l'émission et de la circulation des pièces de monnaies pose la question de l'interférence des deux types de collectif, celui exprimant la puissance publique (incarné par le souverain contrôlant de façon interne et externe la monnaie) et celui représentant l'ensemble des intérêts privés, pour lesquels la monnaie, détenue par le peuple et les corps constituant la société, est supposée représenter une forme éminente de propriété privée. La circulation de ces monnaies a largement dépassé les besoins des prélèvements fiscaux et des dépenses du Prince. En jouissant du monopole de leur frappe à partir de l'or et de l'argent, les États ont pu prélever un seigneurage et fixer un cours pour lequel les pièces ont circulé pour une valeur supérieure à celle du poids de métal d'une certaine qualité qu'elles contiennent. Cette question de la souveraineté, du fait du monopole public d'émission monétaire et du rapport entre État (incarné par le souverain) et société civile (constituée alors par les marchands mais aussi par tous les usagers de la

monnaie émise par le souverain), a été posée de façon magistrale par le Traité de Nicole Oresme au Moyen Âge. Y sont interrogés le droit du souverain de changer le cours des monnaies, la définition des conditions sous lesquelles il pouvait le faire et les avantages qu'il pouvait légitimement ou non en tirer. Le texte exprime, dans les cadres scholastiques de son temps, une question plus universelle : les tensions existantes entre les deux dimensions essentielles de la monnaie : la monnaie, même frappée par le souverain et soumise au monopole de celui-ci, ne lui appartient pas dès lors qu'elle est entre les mains de ses sujets et qu'elle circule librement entre eux, pour des raisons multiples qui ne sont pas uniquement marchandes. Celui ou celle qui gouverne détient le pouvoir lui permettant de manipuler le cours des pièces ; en particulier dans son intérêt qui peut se réaliser au détriment de ceux des détenteurs de la monnaie ; ce que certains souverains ne se sont pas privés de faire, au point d'être accusés de faux-monnayage, tel Philippe Le Bel, roi de France de 1285 à 1314. Toutefois, ces mutations doivent moralement être opérées dans l'intérêt général du Royaume et des sujets qui y vivent. La résolution de cette tension ne peut se faire que s'il est tenu compte de l'ensemble des usages de paiement et de règlement et si l'émission et le volume en circulation répondent aux besoins de liquidités nécessaires aux relations entre les utilisateurs de la monnaie. Ces usages comprennent alors non seulement les échanges commerciaux privés et l'acquittement de péages ou de taxes, mais aussi le versement de redevances féodales substantielles ou symboliques marquant la subordination locale que des transferts privés aussi bien que le versement de dîmes, les paiements à l'Église ou l'exercice de la charité. Le pouvoir de manipulation des monnaies par un souverain étant considérable, comme en témoigne le texte d'Oresme en présentant différentes techniques, la dimension de commun de la monnaie définie comme un contrôle, par les usagers, de l'instrument reste limitée (et le demeure si l'on pense aujourd'hui à l'indigence du contrôle démocratique contemporain des politiques monétaires ; voire son absence totale avec l'indépendance des banques centrales soumises à des experts). Par contre, la question de l'intérêt général d'un approvisionnement adéquat en monnaie d'un point de vue qualitatif et quantitatif pour un bon fonctionnement, entre autre économique, de la société se trouve ainsi posée. Quand le volume monétaire est insuffisant, des échanges de toute nature dans la société sont entravés. Trop de monnaie ou une monnaie de mauvaise qualité et qui se dévalorise brutalement, et certains types de patrimoine et de revenu se déprécient considérablement ; variations intempestives de son cours, et la fixation des prix de toutes les marchandises et redevances monétaires s'en trouve profondément perturbée. La paix civile peut alors être mise en danger. Ainsi est implicitement reconnue une dimension de commun de la monnaie pour et par sa circulation. Elle dépasse très largement la question des limites de sa possession et des usages pouvant en être faits par ceux qui la détiennent.

2. La création monétaire par les banques commerciales, un processus d'enclosure

- 22 Des sociétés, supposées anciennes d'un point de vue évolutionniste ou simplement chronologique, montrent ainsi comment est posée et résolue la question des communs dans le champ monétaire. Pas d'attribution exclusive de la monnaie à une minorité qui en disposerait entièrement à sa guise. Mais une articulation dans ce que l'on peut considérer comme un triptyque : privé¹⁶, public et commun.

- 23 Quelle(s) leçon(s) tirer pour notre temps de cette interdépendance ? Gaël Giraud (2014, p. 143 sq.), en analysant les fondements de la crise de 2008, a montré que l'assèchement du volume de liquidités nécessaire au bon fonctionnement des échanges peut s'interpréter comme une destruction des communs que sont le crédit et la monnaie. Cet assèchement a été consécutif à l'appropriation de la création monétaire par les banques. Celle-ci se fait désormais par le crédit bancaire, même si une opinion publique mal informée croit encore largement que les États émettent toujours la monnaie, comme ils l'ont fait pendant des siècles. La *narrow money*, autrement dit la monnaie facilement accessible (constituée par les pièces, les billets et les comptes à vue) s'élève à 36 800 milliards de dollars, soit 4,84 fois plus que le total des seuls pièces et billets dans le monde (7 600 milliards de dollars). Si l'on ajoute à cette *narrow money* tous les dépôts pour comprendre l'ensemble de la *broad money* (la monnaie au sens large), on atteint 90 400 milliards de dollars (donc 2,45 fois plus que la *narrow money* et 11,9 fois plus que la monnaie manuelle en pièces et billets). La dette mondiale privée et publique, quant à elle, s'élève à 215 000 milliards de dollars¹⁷, soit 5,8 fois plus que les pièces, les billets et les comptes à vue (*narrow money*). Les produits dérivés quant à eux sont estimés entre 544 000 milliards de dollars et 1,2 million de milliards de dollars, soit entre 71 et 157 fois la masse de pièces et billets, entre 22 et 32,6 fois la *narrow money*, entre 2,5 et 5,5 fois le total de la dette mondiale¹⁸ alors que la masse totale de ces dettes privées et publiques s'établit désormais à 3,4 fois l'ensemble des PIB cumulés.
- 24 L'exceptionnel *quantitative easing* pratiqué par certaines banques centrales après le déclenchement de la crise de 2007-2008 (rachat de créances passées détenues par les banques commerciales) apparaît comme une parenthèse dans la logique qui s'est mise en place (et dont l'efficacité peut être interrogée). La privatisation de la création monétaire a été légitimée par le fait que, les particuliers faisant des dépôts dans les institutions financières et retirant une partie seulement de ceux-ci, les banques peuvent ouvrir un volume de crédits supérieur à la quantité d'épargne reçue. Elles ont donc saisi l'opportunité d'une mobilisation des réserves monétaires privées oisives et transformé des fonds à court terme en des ressources à plus long terme. Cette intervention est à double facette car elle peut être considérée comme un service utile rendu à la société par une mesure contrecarrant les effets néfastes pour la collectivité des thésaurisations individuelles. Le danger d'une stérilisation des avoirs monétaires, qui sous forme de dépôts thésaurisés jouent un rôle négatif, légitime leur activation par les banques. Mais leur mobilisation pour le bien commun par la production d'un volume de liquidités, adéquat au financement de la production et des échanges et aux anticipations de consommation, s'est transformée, du fait de la création monétaire en échange de reconnaissance de dettes, en une machine de captation du surplus au bénéfice du secteur financier, surplus ayant pour origine et justificatif l'utilité de la mutualisation des ressources financières et de la gestion des risques¹⁹. De fait, les banques émettent la monnaie, indépendamment de l'épargne, en contrepartie de reconnaissances privées de dettes (en bénéficiant dans la zone euro d'un taux de réserves obligatoires ne dépassant pas 1 %). Il est possible de qualifier l'appropriation du seignuriage monétaire par les banques commerciales de processus d'enclosure en analogie avec les communs fonciers appropriés, tout particulièrement du XVI^e au XVIII^e siècle en Europe, et lors de l'occupation coloniale des terres indigènes et le cantonnement des autochtones dans des réserves. Le commun, constitué par le niveau de liquidité nécessaire au fonctionnement des économies se trouve dépendant des intérêts des banques et du niveau de risques

qu'elles sont disposées à assumer, nationalement et internationalement, à travers leurs prêts. En période de crise et de fortes incertitudes, l'intérêt particulier et à courte vue de chaque banque dans sa gestion des risques contribue à un assèchement de la liquidité par insuffisance des crédits pour les entreprises, les ménages et les organisations publiques ainsi que des crédits interbancaires qui l'accompagnent.

- 25 Or, la victoire idéologique et politique (souvent plus implicite qu'explicite et revendiquée) du néolibéralisme a mis fin aux interventions publiques généralement qualifiées de « keynésiennes ». D'un côté elles tendaient à ajuster la production de liquidités aux besoins des économies notamment en encadrant les activités du secteur financier ; et de l'autre elles « relançaient » l'économie par des dépenses publiques d'investissement et de redistribution²⁰. En conséquence de l'impossibilité pour les gouvernements de financer leurs propres déficits « par la planche à billets », contraignant les États à emprunter sur les marchés financiers, et du fait de l'obligation que les facilités offertes par les banques centrales servent à accroître la liquidité des banques commerciales, celles-ci imposent collectivement à tous les autres acteurs économiques leur création monétaire, la qualité de celle-ci, ainsi que le rythme et le volume de leurs émissions. À travers celles-ci les choix du type d'investissements et de consommations qui peuvent être faits.
- 26 À noter aussi que pour défendre les intérêts particuliers des détenteurs de monnaie, les politiques monétaristes ont combattu les hausses des prix, autrement dit la dépréciation de la monnaie. Pour défendre l'intérêt général, les politiques dites « keynésiennes » avaient promu une dépréciation de la valeur de la monnaie grâce à une hausse des prix modérée et continue. Ainsi étaient encouragées sa dépense et... une euthanasie des rentiers qui n'investissaient pas leurs ressources financières au service de l'ensemble de la société. On observait aussi un élément d'apaisement social en déplaçant le conflit travail/capital grâce à une fuite en avant par une course entre salaires et prix à la consommation. Ce n'est pas la seule vertu collective de la dépréciation modérée et progressive du pouvoir d'achat d'une monnaie, provoquée par la hausse des prix. C'est aussi une des façons d'alléger l'endettement. Une hausse continue des prix de 5 % par an permet, au bout d'environ treize années, de diviser par deux la valeur d'une dette exprimée en pouvoir d'achat constant. S'opposer à une légère hausse des prix, susceptible de dynamiser les économies (ce qu'ont fait les gouvernements chinois et indien au cours des dernières décennies) revient donc à soutenir les rentiers face aux investisseurs alors que les cours des actifs financiers et des biens immobiliers, eux, augmentent. Il ne s'agit pas là seulement des dettes publiques, mais aussi des dettes privées. Elles représentent les deux tiers de l'ensemble des dettes. Encourager une dynamique de l'endettement peut par conséquent promouvoir un intérêt collectif supérieur bien compris.
- 27 La liberté de création monétaire accordée aux banques est largement acceptée parce que celles-ci sont présumées utiles à la croissance économique, elle-même pensée comme étant par nature bénéfique pour tous. La lutte contre les déficits budgétaires publics a anéanti le (contre) pouvoir régalien traditionnel de financement. Il a transmis cette liberté publique à des établissements financiers privés ou devenus tels grâce à leur privatisation et réglementation. S'étant approprié ce privilège, ils ont transformé cette puissante capacité collective de création de liquidités par une dette (non compensée) en réservoir d'une vaste machine spéculative. Ce dernier permet une exceptionnelle extraction du surplus dans la chaîne économique de production de valeurs ; dit autrement il constitue un mécanisme d'exploitation. CEs pyramides de dettes privées s'opposent à un processus de partage collectif sous contrôle public de l'émission monétaire. Cette

appropriation légale (ce processus d'accaparement, pour s'exprimer en termes de commun) provoque notamment une baisse de la part relative des salaires face aux profits dans la répartition des revenus (Piketty 2013). Sont ainsi alimentées non seulement les inégalités cumulatives entre patrimoines, mais aussi des bulles de dettes qui contribuent elles-mêmes à cette nouvelle puissante ponction sur l'économie de production par l'économie financière. Ces spéculations et ces captations fondées sur la dette n'ont sans doute rien de bien nouveau²¹. C'est le poids qu'elles occupent dans le système de production et d'échange qui leur donne une intensité et une généralité sans doute jamais atteintes auparavant. Elles font la nouveauté du système économique qui s'est mis en place avec l'appui de techniques informatiques et juridiques.

3. Conditions générales de production et de reproduction d'un commun appliquées au champ monétaire et financier

28 De façon générale, le partage implique la possibilité pour ceux reconnus comme membres d'un groupe d'utilisateurs ou de co-producteurs (dont la taille peut varier considérablement) d'utiliser et de permettre la reproduction d'une ressource considérée comme rare, instituée et gérée comme un commun. Une ressource est définie par un rapport entre des moyens et des fins. La reconnaissance ou l'institution de ce commun, tel qu'on l'a défini au début de cet article, suppose donc :

- la circonscription de son groupe de co-producteurs ou d'utilisateurs (multiples et interdépendants) et par conséquent la reconnaissance de frontières (avec une ouverture plus ou moins grande à l'extérieur) et la précision des rôles, fonctions ou qualités de chacun au sein de cet espace pouvant se situer à des échelons très variables et non à des niveaux uniquement locaux ;
- la connaissance des conditions d'accès, d'appropriation, d'exclusion, de distribution, de prélèvement et de reproduction de cette ressource, avec une recherche de cohérence entre les finalités poursuivies et les moyens utilisés ;
- le contrôle de son usage et des capacités d'en tirer des revenus ;
- l'arbitrage d'éventuels conflits dans l'activité commune ou l'utilisation personnelle ;
- la capacité de s'adapter aux changements et aux éventuels chocs ;
- l'introduction d'une hiérarchie de sanctions et de modes de répression de ceux ne se conformant pas aux règles et aux normes collectivement acceptées (Ostrom & Basurto 2013, p. 7, 9, 11, 19 ; Weinstein 2013). Ces normes sont des valeurs promues en prescrivant des actions ou des résultats ; et, d'une certaine façon, elles le permettent ou elles y obligent. Ces règles prescrivant, autorisant ou au contraire interdisant, sont des formes d'organisation comportant des sanctions lorsque des actions prohibées sont commises et constatées ou que les prescriptions ne sont pas respectées. Elles sont donc les unes et les autres constitutives et régulatrices.

29 La plupart des accès à des ressources et leurs co-productions et usages montrent que l'utilisation par les uns concurrence, plus ou moins, les usages (qui peuvent être multiples) faits par d'autres. En raison de cette rivalité, les ressources sont vulnérables. Elles le sont :

- aux dégradations du fait de leur surutilisation mettant en péril leur reproduction ;

- aux comportements de *free-riding* (passager clandestin en usant sans contribuer à la production ou sans payer, ou en ne respectant pas les règles établies ou les normes promues) ;
- et à leur monopolisation (dont les privatisations par enclosures constituent une figure de l'exclusion).

- 30 Cette concurrence des intérêts conduit à ce que l'on désigne comme « tragédie du libre accès », pour traduire *tragedy of commons*, le titre de l'article de Garrett Hardin publié en 1968, sans souscrire à ses conclusions favorables à la solution qu'on en a d'abord tirée : l'appropriation privée de leurs usages et de la capacité de les transmettre.
- 31 Il n'existe pas de commun par nature ; ce qui explique aussi pourquoi la domination de l'idéologie et de l'organisation néolibérale a engendré ce qui a pu être qualifié de « nouvelles enclosures ». Les modes de possession et leurs régimes d'échange peuvent varier (Chanteau & Labrousse 2013, p. 26) ; d'où l'insuffisance des oppositions public/privé²², marchand/non-marchand ou gratuit/payant. Priment l'accès aux flux engendrés par la ressource, sa production ou reproduction et sa gestion, et leur usage. L'opposition entre administration et marché est tout aussi inadéquate, compte tenu notamment des multiples formes de marché qui ne peuvent pas se réduire à une soumission au seul principe de concurrence. L'arrangement institutionnel contrôlant les flux de cette ressource est contingent à un contexte qui le manifeste. À l'inverse d'une division, d'un fractionnement, d'un morcellement ou d'un démembrement, que le mot « partage » peut suggérer, il s'agit d'une mise en commun ou d'une reconnaissance du caractère d'un bien dont la dimension collective préexiste et a été reconnue (elle n'est donc pas automatique et spontanée) ou qui a été produite et instituée. Aujourd'hui il est difficile d'imaginer la création de communs ou leur reconnaissance sans le soutien de mouvements sociaux ou les efforts coopératifs ; d'où leur dimension politique (Allaire 2013, p. 4, p. 26).

4. La revendication d'une dimension de commun de la monnaie à des échelons locaux et nationaux ou fédéraux

- 32 La dimension politique de la reconnaissance des communs dans le champ monétaire et financier se manifeste aujourd'hui de manière forte à travers un premier type d'expériences, à échelon local, celui de monnaies complémentaires et, à échelon global, par un projet de réappropriation du processus de création monétaire (mouvements pour une monnaie pleine, gagée ou positive).
- 33 Notons immédiatement qu'une monnaie complémentaire n'introduit pas *ipso facto* un caractère de commun parce qu'elle ajouterait de la liquidité dans le système économique. Le critère distinctif est la façon dont celle-ci est gérée.
- 34 Prenons l'exemple de la distribution d'unités bon d'achat par les compagnies aériennes, certaines chaînes d'hôtel et de magasins pour fidéliser leurs clientèles, que l'on peut aussi considérer, en suivant les travaux de Jérôme Blanc (2000, 2006), comme des formes de monnaie complémentaire (dite encore parallèle). Ils n'ont pas de dimension de commun puisque la motivation de leur émission et utilisation est principalement le gain tant de la part des producteurs de cette monnaie que de ses utilisateurs ; et surtout il n'y a aucun ingrédient démocratique dans leur gestion. Ajoutons aussi qu'ils encouragent des comportements de consommation qui alourdissent l'empreinte écologique de leurs usagers. Toutefois, la logique de fidélisation à travers une monnaie locale

complémentaire n'est pas contradictoire avec la possibilité de développement d'une économie solidaire et d'une logique de commun. Le cas du projet « SOL alpin » à Grenoble entre 2007 et 2012 revendiquait cette approche.

- 35 De même, si l'on prend le cas de la crypto-monnaie aujourd'hui la plus répandue et connue²³, le bitcoin, celle-ci se situe aux antipodes d'un commun :
- la plupart de ses utilisateurs y recourent avec pour finalité un gain personnel ;
 - son mode de production par « minage » est non seulement anti-écologique, puisqu'il suppose une dépense considérable en énergie électrique, mais aussi sa valeur s'appuie sur une difficulté croissante à l'émettre à partir d'une rareté créée par ses promoteurs²⁴ ;
 - elle encourage les comportements spéculatifs en contribuant à accroître l'incertitude dans les rapports économiques ;
 - et il n'y a aucune collaboration coopérative ou mutualiste dans la gestion de cet instrument qui se fait sur des plateformes promouvant le maximum d'anonymat (Dupré, Ponsot & Servet 2015 ; Dodd 2017).
- 36 Ce caractère d'anti-commun du bitcoin ne signifie évidemment pas qu'il ne puisse pas apparaître et se développer des crypto-monnaies basées elles aussi sur un système fonctionnant comme *blockchain*, autrement dit par une technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle, mais qui, à la différence du bitcoin, soutiendraient des projets de pratiques solidaires au fonctionnement démocratique. Elles s'appuieraient par conséquent, quant à elles, sur une logique de commun. Un des exemples le plus souvent cités de crypto-monnaie à caractère solidaire et écologique est le *Faircoin* initié en Catalogne à partir de mars 2014, d'abord par une distribution gratuite. Une de ces nouvelles monnaies est l'*Impak Coin* au Québec²⁵. Les informations jusqu'ici diffusées sur ces crypto-monnaies (affichant leur différence d'avec le bitcoin) apparaissent comme des expériences d'ampleur limitée permettant très difficilement de distinguer les intentions des pratiques effectives des utilisateurs et de quantifier l'extension de leur diffusion (Scott 2016). C'est le cas du *Hullcoin* dans la région d'Hull au nord-est du Royaume-Uni²⁶. Dans la région de Genève et en France voisine une groupe émettant la monnaie gagée en franc suisse appelée *Léman* a annoncé qu'au printemps 2018 serait lancé le Lémanex ou e-Léman. Il fonctionnera comme monnaie de crédit inter-entreprises mais sur une base strictement informatique et avec pour principes de fonctionnement ceux des pratiques solidaires de l'économie.
- 37 Les monnaies locales complémentaires à caractère social ou s'appuyant sur une logique de crédit mutuel dans les échanges entre petits et micro-entrepreneurs, du fait de leurs finalités et quand leur gestion est basée sur la participation de leurs parties prenantes, peuvent être considérées comme impliquant, avec une intensité plus ou moins forte, une logique de commun²⁷. Les formes prises par ce commun monétaire peuvent varier beaucoup : il existe de fortes différences entre d'un côté les systèmes d'échange local et les banques du temps excluant les professionnels, introduisant une unité totalement inconvertible et pouvant même être fongible au cours du temps, les formes de crédit mutuel interentreprises (à l'origine le WIR en Suisse (Vallet 2016), ou de type Sardex en Italie depuis 2010 (Amato 2016a), et les nouvelles monnaies locales obtenues par change avec la monnaie nationale ou fédérale et utilisées chez des prestataires de services acceptant de signer une charte mettant en avant des valeurs de développement endogène et de solidarité.

- 38 Ces moyens de paiement visent à être dépensés et ainsi à circuler le plus possible. Ils apportent une liquidité vertueuse à la génération de revenus dans l'économie locale ; et, en privilégiant aussi des circuits courts, ils contribuent à ce niveau à produire le volume et le type de liquidités nécessaires, tout en limitant l'empreinte environnementale des activités humaines (par réduction de la distance entre production et consommateurs). Leur impact est limité s'ils servent à acquérir des biens venant de l'extérieur de la communauté. Cet effet est contradictoire si, avec une logique de cloisonnement monétaire, ils sont utilisés pour par ailleurs accroître la thésaurisation de la monnaie nationale, en vue d'une dépense future de biens provenant de l'extérieur de la zone de circulation de la monnaie locale ; ce qui réduit la vitesse de circulation de la monnaie nationale²⁸. Tout dépend ici du délai d'achat et du type de dépenses et d'investissements qui seront réalisés avec celle-ci. Ils peuvent donc avoir localement soit un effet multiplicateur des revenus, soit au contraire entraîner un effet négatif en raison de l'importation de biens consommés (au détriment de productions locales). Ainsi, en accélérant la vitesse de circulation de la monnaie, ces instruments peuvent contribuer à augmenter le volume de liquidités disponibles dans leurs zones respectives de diffusion. Toutefois, il convient ici de remarquer que peu d'informations fiables sur la vitesse de circulation des monnaies locales existent et que son estimation ressort plus de réflexions qualitatives que de mesures d'impact.
- 39 Ce faisant, leur dimension de commun n'est donc pas seulement politique (du fait d'innovations dans la gestion démocratique du projet par des systèmes de parties prenantes) mais aussi économique. On retrouve cette double implication à travers la revendication à un échelon national ou fédéral d'une monnaie gagée au sens où, comme on l'a indiqué en introduction de cet article, les banques ne peuvent ouvrir un crédit support d'injection monétaire que si elles ont reçu un dépôt en contrepartie ; ou si une instance les autorise à cette création monétaire, (voir l'encadré ci-dessous) en appréciant leur caractère collectivement positif.

Encadré : Monnaie gagée, création monétaire et revenu minimum d'existence

La proposition d'une monnaie qualifiée de « 100 % gagée », encore appelée « pleine » ou « positive », se caractériserait par une limitation de l'offre de crédits offerts par les banques commerciales au strict volume des sommes reçues des déposants et empruntées auprès d'autres établissements financiers pour être prêtées à nouveau. Les banques centrales joueraient un double rôle : d'une part celui de réguler et contrôler le système bancaire ; d'autre part celui d'intervenir activement dans le contrôle de la délivrance des crédits via la mise en place d'un comité de contrôle de la création monétaire. En concentrant ce qui devrait être un processus décentralisé de création monétaire, cela irait à l'encontre du fonctionnement habituel d'un système monétaire et financier où la monnaie-dette est gagée par les anticipations des richesses futures. Cela fait craindre à certains une bureaucratisation des prêts et une étatisation très éloignée d'un objectif de développement de la dimension de commun de la monnaie.

Remarquons que la proposition limite uniquement le volume global de crédits : ce n'est pas le comité de la Banque centrale qui déciderait de la distribution des prêts aux particuliers et aux entreprises, car les banques commerciales garderaient la fonction d'estimation du degré des risques de chaque prêt. Ces établissements

conserveraient donc toutes leurs compétences dans la distribution des crédits pour ce qui est de l'estimation des risques pris lors des prêts. La limitation serait quantitative. Toutefois, sauf pour des organisations financières soutenant l'économie sociale et solidaire et, en étant partie prenante, qui auraient des objectifs autres que la rentabilité immédiate (en particulier par la défense des communs), le danger serait que ces prêts bancaires s'orientent vers les secteurs les plus rentables ou ceux supposés les plus sûrs (généralement à tort si l'on tient compte des crises) : d'où une contraction du crédit qui renforcerait l'exclusion financière sans pour autant mettre un terme au financement d'activités spéculatives. À quoi s'ajouterait le risque de briser la conjoncture par une limitation des possibilités d'endettement. Aussi, pour répondre aux besoins de financement de l'économie, le comité monétaire auprès de la banque centrale devrait autoriser les banques à pratiquer certains dépassements de crédit au-delà de l'épargne collectée par les banques sur des comptes de placement et d'investissement. La monnaie en circulation serait donc partiellement gagée, et non à 100 %, comme envisagé initialement. Mais ces dépassements de crédit resteraient sous un contrôle collectif par le comité siégeant auprès de la banque centrale. La limitation d'abord quantitative deviendrait alors qualitative à travers le type d'actions soutenues par des crédits additionnels.

Du point de vue du développement de la dimension de commun monétaire grâce à la proposition d'une monnaie gagée, l'élément essentiel est ici la composition du comité qui régulerait la création monétaire et les rapports de force relatifs entre ses membres (Servet 2018 b). On retrouve là le concept de parties prenantes qui est au cœur de la gestion d'un commun. Comment ses membres seraient-ils nommés ? Et par qui ? Quelle serait la proportion d'experts techniques, de représentants politiques et des intérêts (y compris des consommateurs et des épargnants) économiques et financiers ? Le poids des représentants des banques commerciales ferait-il que tout change pour que tout reste pareil ? Le comité jouerait-il un rôle bureaucratique (du fait d'un contrôle tatillon) ? Aurait-il un effet déflationniste (par une forte limitation de la création monétaire) ? Ou inflationniste par un large financement de déficits des collectivités publiques, qui aurait l'avantage de déprécier considérablement les dettes privées et publiques passées ?

La proposition de monnaie gagée doit donc être envisagée en lien avec d'autres politiques, notamment de soutien à la transition écologique ou de relance de l'emploi par des investissements ou dépenses publiques en particulier à caractère social à niveaux fédéral, national ou décentralisés. Cette autorisation de dépenses par le comité pourrait permettre, sans accroître l'endettement public, d'affecter à un revenu minimum inconditionnel une partie de la création monétaire additionnelle. Du fait de la distribution à tout citoyen de ce pouvoir d'achat, et non de sa distribution sélective selon un plafond de ressources ou un niveau de handicap, ce serait une sorte de nouveau *quantitative easing*, mais au service de tous les citoyens plutôt qu'à celui des seules banques privées, comme on l'a vu après 2008. Le recours à cette « monnaie hélicoptère », car déversée sur tous et donc que l'on imagine mal se dirigeant vers le financement de spéculations, permettrait notamment d'un point de vue économique de relancer la consommation et au-delà les emplois productifs de biens et services, et d'un point de vue politique de donner à ceux qui le voudraient les moyens de vivre dans une sobriété recherchée. Le niveau de richesse globale des

pays dits « développés » rend possible ce type de (re)distribution, en fait bénéfique à tous.

L'ensemble de ces multiples initiatives promouvant ou produisant la dimension de commun de la monnaie ne sont pas opposées. Elles peuvent s'additionner, s'appuyer les unes les autres en se subsidiarisant dans des territoires qui s'emboîtent et dans des activités qui sont complémentaires. Elles apparaissent partager le même souci de lutter contre les effets les plus néfastes de la modernité, qui réduisent, par l'hégémonie de la concurrence des intérêts privés, les choses, les valeurs, les êtres mêmes en substances liquéfiées²⁹. En ce sens, un commun doit être compris comme un solide.

BIBLIOGRAPHIE

Amato Massimo (2016a), « Sardex, plus qu'une monnaie pour les PME », *Alternatives économiques*, n° spécial « Réinventer la monnaie », mai 2016 ; <http://www.alternatives-economiques.fr/sardex-plus-quune-monnaie-pme/00011228>

Amato Massimo (2016b), « La monnaie comme bien commun ? Histoire, pratiques et enjeux des systèmes de compensation », contribution à la Conférence internationale sur le développement – 12^e édition (Paris, Agence française de développement. 1^{er} et 2 décembre 2016).

Arnsperger Christian (2015), « Monnaie », in Dominique Bourg & Alain Papaux (dir.), *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, Puf, p. 651-654.

Beacham Jonathan (2013), « The celebrity as liquid modern character type », University of Leeds, School of Sociology and Social Policy, The Bauman Institute ; <http://baumaninstitute.leeds.ac.uk/2013/07/22/the-celebrity-as-liquid-modern-character-type/>

Blanc Jérôme (2000), *Les monnaies parallèles. Université et diversité du fait monétaire*, Paris, L'Harmattan.

Blanc Jérôme (dir.) (2006), *Rapport Exclusion et liens financiers 2005-2006. Monnaies sociales*, Paris, Economica.

Coppet de Daniel (1998), « Une monnaie pour une communauté mélanésienne comparée à la nôtre pour l'individu des sociétés européennes », in Aglietta Michel, Orléan André (dir.), *La Monnaie Souveraine*, Paris, Odile Jacob, p. 159-211.

Dacheux Éric & Goujon Daniel (2016), « La monnaie délibérée : pour une théorie démocratique articulant les apports et limites de l'ESS et des Communs », XVI^e Rencontres du RIUESS, *Les « Communs » et l'économie sociale et solidaire. Quelles identités et quelles dynamiques communes ?* (Montpellier, 25-27 mai date ?) ; http://base.socioeco.org/docs/2_3_dacheux_goujon.pdf

Dissaux Tristan (2016), « Making money a common resource : the case of the “Bangla-Pesa” community currency in Kenya », contribution à la 12th AFD International Conference on Development Commons and Development (Paris, déc. 1-2, 2016)

Dissaux Tristan & Marie Fare (2016), « La monnaie comme commun : une illustration à partir du cas des monnaies locales associatives », contribution au Colloque international *Institutionnalismes monétaires francophones : bilan, perspectives et regards internationaux* (Lyon, 1-3 juin date ?) ; http://base.socioeco.org/docs/2_3_dissaux_fare.pdf

Dockès Pierre (2017), *Le Capitalisme et ses rythmes, quatre siècles en perspective*, t. 1 : *Sous le regard des géants*, Paris, Classiques Garnier.

Dodd Nigel (2017), « Bitcoin as Politics », in Keith Hart (ed.), *Money in a Human Economy*, New York/Oxford, Berghahn, p. 189-206.

Dupré Denis, Longaretti Pierre-Yves & Servet Jean-Michel (2015), « Fonctions valeurs et leviers d'une monnaie alternative pour une transition à la durabilité territoriale », contribution au 5^e congrès de l'Association Française d'Économie Politique (AFEP), *L'économie politique de l'entreprise : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives* (juillet 2015, Lyon, France) ; <https://hal.inria.fr/UNIV-GRENOBLE1/hal-01163553v2>

Dupré Denis, Ponsot Jean-François & Servet Jean-Michel (2015), « Le bitcoin, contre la révolution des communs », contribution au 5^e congrès de l'Association Française d'Économie Politique (AFEP), *L'économie politique de l'entreprise : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives* (juillet 2015, Lyon, France) ; <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01169131>.

Enriquez Eugène (2007), « Voies et impasse de la société occidentale », *Nouvelle Revue de psychosociologie*, n° 3, p. 23-40.

Fare Marie (2016), *Repenser la monnaie*, Paris, Éd. Charles Léopold Mayer.

Forcella Davide & Servet Jean-Michel (2016), « Finance as a Common : From environmental management to microfinance and back », in Sharam Alijani & Catherine Karyotis (eds), *Sustainability : Finance, Economy and Society*, Bingley, United Kingdom, Emerald Publisher, Coll. « Critical Studies », p. 199-221.

Froment Éric (1987), « L'innovation dans les paiements », *Banque*, avril 1987, p. 342-347.

Habermas Jürgen (1978) [1962], *L'espace public*, Paris, Payot.

Hart Keith (1986), « Heads or tails ? Two sides of the coins », *Man*, New Series, vol. 21, No. 4, Dec. 1986, p. 637-656 ; <http://www.academia.edu/1895657>

Hart Keith (2000), *The Memory Bank : Money in an unequal world*, London, Profile Books (republished in 2001 as *Money in an Unequal World*, New York, Texere).

Hart Keith (2008), « On money an anthropology ; towards a new object, theory and method », in Eveline Baumann *et al.* (eds), *L'Argent des anthropologues, la monnaie des économistes*, Paris, L'Harmattan, p. 237-255.

Hart Keith (2012), « In Rousseau's footsteps : David Graeber and the anthropology of unequal society », *The Memory Bank July 4th* ; <http://thememorybank.co.uk/2012/07/04/in-rousseau-footsteps-david-graeber-and-the-anthropology-of-unequal-society-2/>

Hart Keith (ed.) (2012), *Money in a Human Economy*, New York/Oxford, Berghahn Books.

Hudon Marek & Meyer Camille (2016), « A case study of microfinance and community development banks in Brazil : Private or common goods ? », *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 45, Issue 4, suppl. 2016, p. 1-18.

Létoublon Françoise (1994), « La personne et ses masques : remarques sur le développement de la notion de personne et sur son étymologie dans l'histoire de la langue grecque », *Faits de langues*, n° 3, mars 1994 « La personne », p. 7-14.

- Locke John (1967) [1690], *Deuxième Traité du Gouvernement civil*, traduction Bernard Gilson, Paris, Vrin.
- Locke John (2011) [1692, 1695], *Écrits monétaires*, traduits et édités par Florence Briozzo et André Tiran, Paris, Classiques Garnier.
- Massonnet Jonathan (2017), « La monnaie et le problème de son association avec les grandeurs réelles : théories et politiques », Thèse de doctorat en Sciences économiques, Université de Fribourg/Université de Dijon.
- Mauss, Marcel, (2007) [1923-1924] éd. multiples, *Essai sur le don*, Paris, Puf.
- Mauss, Marcel, (1969) [1931]. « La cohésion sociale dans les sociétés polysegmentaires », in : *Œuvres*, tome 3, Paris : Ed. de Minuit, p. 11-27.
- Meyer Camille (2012), « Les finances solidaires comme biens communs durables : étude de cas de la Banque communautaire de développement Palmas (Brésil) », Université libre de Bruxelles, Faculté des sciences sociales et politiques, Master en sciences de la population et du développement, 127 p. <http://new.lucpire.eu/prix-vanthournout-2012/>
- Moerenhout Tom & Jean-Michel Servet (2015), « Incompatibility and Complementarity of the Chicago Plan and Alternative Monetary and Financial Mechanisms », in Bernard Hours & Pepita Ould Ahmed (eds), *An Anthropological Economy of Debt*, London, Routledge, p. 33-56.
- Ould Ahmed Pepita (2017), « Monnaie locale complémentaire », in Marie Cornu, Fabienne Orsi & Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des communs*, Paris, Puf, p. 808-812.
- Paranque Bernard (2016), « La finance comme commun : un idéal-type pour des émancipations », *Revue de la régulation*, [En ligne], 20 | 2e semestre/ Autumn 2016, mis en ligne le 20 décembre 2016, consulté le 29 mars 2018. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/12031>; DOI : 10.4000/regulation.12031
- Paranque Bernard (2016), « A Provisional Conclusion : A Shift Towards Finance as a Commons », in Bernard Paranque & Roland Perez (eds), *Finance Reconsidered. New Perspectives for a responsible and sustainable Finance*, Emerald Books, Critical Studies on Corporate Responsibility, Governance and Sustainability, vol. 10, p. 387-394.
- Piketty Thomas (2013), *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Le Seuil.
- Saint-Sever Patrick (2013), « L'été 14 : du déficit du pacte trumanien au rollback de l'État providence, la patrie en danger », *Sécurité globale*, n° 25-26.
- Scott Brett (2016), « How can cryptocurrency and blockchain technology play a role in building social and solidarity finance », Geneva, UNRISD, *Working Paper* 2016-1 ; <https://fr.scribd.com/doc/306081508/How-Can-Cryptocurrency-and-Blockchain-Technology-Play-a-Role-in-Building-Social-and-Solidarity-Finance>
- Servet Jean-Michel (2001), « Le troc primitif, un mythe fondateur d'une approche économiste de la monnaie », *Revue numismatique*, n° 157, p. 15-32.
- Servet Jean-Michel (2012), *Les Monnaies du lien*, Lyon, PUL.
- Servet Jean-Michel (2014), « De nouvelles formes de partage : la solidarité au-delà de l'économie collaborative », Paris, Institut Veblen ; <http://www.veblen-institute.org/De-nouvelles-formes-de-partage-la>
- Servet Jean-Michel (2015a), « Corporations dans l'Europe d'Ancien Régime et principe d'autosuffisance. Comprendre le caractère moral des corporations d'Ancien Régime », in Bernard

Castelli, Isabelle Hillenkamp & Bernard Hours (dir.), *Économie morale, Morale de l'économie*, Paris, L'Harmattan, p. 55-86.

Servet Jean-Michel (2015b), « De la suppression des corporations en France (1776, 1791) », in Isabelle Hillenkamp & Jean-Michel Servet (dir.), *Le Marché autrement*, Paris, Garnier, p. 61-87.

Servet Jean-Michel (2015c), « La Monnaie et la finance comme un “commun”, Note de l'Institut Veblen pour les réformes économiques », mai ; https://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/jm_servet_monnaie_et_finance_comme_un_commun.pdf

Servet Jean-Michel (2015d), « Un douteux retour du partage et de la gratuité », in Christine Vershuur, Isabelle Guérin & Isabelle Hillenkamp (dir.), *Une Économie solidaire peut-elle être féministe ? Homo Economicus, Mulier Solidaria*, Paris, L'Harmattan, p. 139-151.

Servet Jean-Michel (2016a), « Et si l'on interdisait aux banques commerciales de créer la monnaie ? », *Alternatives économiques*, n° spécial « Réinventer la monnaie », mai 2016.

Servet Jean-Michel (2016d), « Liquidité, commun(s) et développement », contribution à la Conférence internationale sur le développement, 12^e édition (Paris, Agence française de développement. 1^{er} et 2 décembre 2016) ; http://communsetdeveloppement-afd2016.com/uploads/event_member/116769/afdparrisservetdec20161203.pdf

Servet Jean-Michel (2016^e), « Propositions citoyennes de “monnaie pleine”. La monnaie comme bien commun », *Banque et Stratégie. Cahier de prospective bancaire et financière*, n° 345, mars 2016, p. 24-28.

Servet Jean-Michel (2016f), « Une lecture critique de l'Économie du bien commun de Jean Tirole », *La Revue des Sciences de Gestion*, 51^e année, n° 280, juillet-août, p. 102-107.

Servet Jean-Michel (2016g), « Solutions liquides. Résistances dans l'après-capitalisme », *Esprit*, mars-avril 2016/3, p. 216-226.

Servet Jean-Michel (2017a), « Chassez l'econ par la porte, il revient par la fenêtre ! », *Revue de la régulation*, [En ligne], 21 | 1^{er} semestre / Spring 2017, mis en ligne le 20 juin 2017, consulté le 29 mars 2018. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/12278>

Servet Jean-Michel (2017b), « Monnaie », in Marie Cornu, Fabienne Orsi & Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des communs*, Paris, Puf, p. 805-808.

Servet Jean-Michel (2017c), « Pourquoi on ne peut pas vivre sans monnaie. La monnaie entre marché, capital, bien public et commun », note critique de *La monnaie entre dettes et souveraineté*, de Michel Aglietta en collaboration avec Pepita Ould Ahmed et Jean-François Ponsot (Paris, Odile Jacob, 2016), in *Revue française de socioéconomie*, printemps 2017, p. 185-193.

Servet Jean-Michel (2018a), *L'Économie comportementale en question*, Paris, éditions Charles Léopold Mayer.

Servet Jean-Michel (2018b), « 'Monnaie pleine'. Une proposition aux multiples visages », *Le Temps*, 13 avril.

Servet Jean-Michel & Sophie Swaton (2017), « Penser la dimension de commun de la monnaie à partir de l'exemple des monnaies complémentaires locales », *Revue Interventions économiques/Papers in Political Economy*, n° 59, « La nature sociale de la monnaie. Enjeux théoriques et portée institutionnelle », (Adrien Faudot, Jonathan Massonnet, Jean-François Ponsot, eds) ; <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3613>

Somé Yves D.-W. (2016), « Acteurs et services de la microfinance : quels rapports au commun », XVI^e Rencontres du RIUESS, *Les « Communs » et l'économie sociale et solidaire. Quelles identités et*

quelles dynamiques communes ? (Montpellier, 25-27 mai), à paraître dans publication des travaux du colloque aux Presses universitaires de la Méditerranée.

Swaton Sophie (2018), *Pour un revenu de transition écologique*, Paris, Presses universitaires de France.

Testart Alain (2007), *Critique du don. Études sur la circulation non marchande*, Paris, Syllepse.

Testart Alain (2012), *Avant l'histoire. L'évolution des sociétés de Lascaux à Carnac*, Paris, Gallimard.

Théret Bruno (2008), « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, vol. 59, n° 4, p. 160 ; <https://www.cairn.info/revue-economique-2008-4-page-813.htm>

Tinel Bruno (2016), *Dette publique : sortir du catastrophisme*, Paris, Raisons d'Agir.

Vallet Guillaume (2016), « A local money to stabilize capitalism : the underestimated case of the WIR », *Economy and Society*, 45/3-4, p. 479-504 ; <http://dx.doi.org/10.1080/03085147.2016.1224146>

Warnier Jean-Pierre (1999), *Construire la culture matérielle. L'homme qui parlait avec ses doigts*, Paris, Puf.

NOTES

1. <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/les-livres-de-la-derniere-minute-cour-des-comptes-mouvement-utopia-et-consult-in-france-0102-909533.html>

2. Au début de l'*Essai sur le don*, Marcel Mauss avait ouvert la possibilité d'une lecture de la réciprocité sur la base des divisions des sociétés. Il y fait explicitement référence au « système des prestations économiques entre les diverses sections ou sous-groupes dont se composent les sociétés dites primitives » (réed. 1989 p. 147). Une dizaine d'années plus tard (Mauss 1931/1969) cette approche apparaît de manière plus explicite dans une communication présentée à l'Institut français de sociologie. À noter que le terme « réciprocité » est plusieurs fois employé dans ce texte. Il traite de « système d'échange, de communauté, conditionné par des séparations » (p. 20). Il souligne que « tous les groupes s'imbriquent les uns dans les autres, s'organisent les uns en fonction des autres par des prestations réciproques, par des enchevêtrements de générations, de sexes, par des enchevêtrements de clans et par des stratifications d'âges. » (op. cit. p. 20). Dans cette communication, Mauss cite comme type de divisions rendues ainsi interdépendantes non seulement les confréries mais aussi les castes.

3. Quand une communauté est divisée en deux, on peut parler d'obligations symétriques entre les membres de chacune des deux sections, comme le fait Polanyi à la suite de Thurnwald.

4. Sur l'ambiguïté des usages actuels du terme « partage » : voir Servet 2014, 2015d.

5. Cette présentation résume des publications antérieures ou en cours. Le lecteur pourra y trouver tant le développement de certains arguments et exemples que des références bibliographiques et les échanges avec les collègues et amis qui ont nourri cette réflexion. Voir : Dupré, Longaretti & Servet 2015 ; Forcella & Servet 2016 ; Moerenhout & Servet 2015 ; Servet 2014, 2016a, 2016d, 2016e, 2017b ; Servet & Swaton 2017.

6. Longtemps délaissée, l'analyse de la monnaie et/ou de la finance comme commun a connu, au cours des derniers mois, un rapide développement. Citons : Amato 2016b ; Dacheux & Goujon 2016 ; Tristan Dissaux 2016 ; Dissaux & Fare 2016 ; Dupré, Ponsot & Servet 2015 ; Forcella & Servet 2016 ; Hudon & Meyer 2016 ; Paraque 2016a, 2016b ; Servet 2015c ; Somé 2016.

7. Ici n'est pas donnée et discutée une définition de la monnaie qui permettrait d'affirmer qu'un instrument entre ou n'entre pas parfaitement dans cette catégorie. Pour cette définition, voir Servet 2012. Remarquons qu'aucun instrument ne correspond pleinement et durablement à

l'ensemble des qualités qui lui sont généralement attribuées pour communiquer en évaluant, transmettant et annulant des dettes et en acquérant une gamme plus ou moins étendue de biens et services. Ce qui est qualifié de « monnaie » se révèle à l'analyse plus ou moins adéquat à ces usages. Pour une approche de la monnaie comme média, voir Hart 2017.

8. Voir encadré *infra*.

9. Ce que Froment (1987) avait déjà mis en avant.

10. En l'absence de substrat matériel de type paléomonétaire, la monnaie peut s'y trouver dans des jeux subtils de dettes.

11. Il est à ce propos surprenant qu'Alain Testart désigne ces pratiques de distribution du gibier comme un « don » (p. 215) alors que, dans d'autres travaux, il s'est lui-même évertué à montrer les ambiguïtés des usages du terme (2007). Le recours à une analyse en termes de partage, par référence au concept de commun, paraît ici plus adéquat.

12. L'analogie est ici possible avec les corporations d'Ancien Régime. Voir : Servet 2015a et 2015b.

13. J'insiste ici sur l'usage du terme « personne » plutôt qu'« individu ». Individu a pour origine le mot « atome », la plus petite unité. « Personne » a pour origine le masque de théâtre (*phersu* en étrusque) porté à Rome par les acteurs et qui portait le son au loin ; il est ce que voit l'interlocuteur. Mais d'une certaine façon c'est un vide (« il n'y a personne »...) s'il n'y a pas mise en relation aux autres. Voir : Létoublon (1994).

14. Ceci renvoie également à la relation pratique et théorique entre monnaie et propriété dont, à la fin du XVII^e siècle, John Locke a donné une magistrale analyse dans son *Deuxième Traité du Gouvernement civil* (1967, para. 14, p. 83, para. 46, p. 101-102 ; Servet 2001 ; Hart 2012, p. 2) ; ce qui est une certaine référence à la relation entre monnaie et mémoire (Hart 2008, p. 243). Sur l'analyse par Locke de la monnaie et ses préconisations politiques en ce domaine, voir Locke (2011).

15. Remarquons que ces questions ont des implications à la fois pratiques, politiques et morales. Voir le commentaire de ce texte d'Oresme par Daniel de Coppet (1998) p. 204-206.

16. Il conviendrait aussi de relire avec cette perspective John Locke qui avait fondé l'origine de la monnaie dans la propriété. Toutefois là où il pensait à une propriété individuelle, voyons une possession collective ou plus exactement une hiérarchie de droits.

17. Voir <http://www.visualcapitalist.com/worlds-money-markets-one-visualization-2017/> pour une représentation graphique de ces grandeurs. En ajoutant les dettes des particuliers, la dette mondiale s'élèverait à 200 000 milliards de dollars. Les estimations des dettes enregistrées par les institutions financières sous estiment grandement la dette réelle, si l'on intègre les retraites à verser avec le vieillissement de la population (qui pourrait partiellement être compensée par un accroissement de la productivité du travail) et surtout le coût futur du démantèlement des équipements nucléaires ou le désamiantage de bâtiments par exemple. Selon Saint-Sever (2013), elle pourrait, dans un pays comme la France, être cinq fois supérieure à ce qui est affiché.

18. Source 2017 : <http://www.visualcapitalist.com/worlds-money-markets-one-visualization-2017/> Voir pour les données estimées en 2015 : <http://www.marketwatch.com/story/this-is-how-much-money-exists-in-the-entire-world-in-one-chart-2015-12-18>. Si l'on fait des comparaisons avec les distances entre planètes et astres. Celle entre la Terre et le Soleil est seulement de 389 fois celle entre la Terre et la Lune. Et la distance entre la Terre et Sirius, l'étoile la plus brillante du ciel après le Soleil, est de 8,611 années-lumière, soit 81 millions de milliards de km, soit environ 544 fois la distance Terre Soleil.

19. Si l'on tient compte seulement de l'ensemble des charges d'intérêt, celles-ci représenteraient actuellement globalement 13 % des produits nationaux bruts cumulés et, au rythme de leur accroissement, cette charge doublerait assez rapidement. Il faut ajouter à cela l'ensemble des frais bancaires et financiers annexes, qui sont autant de prélèvements.

20. Parmi les publications qui relancent positivement le débat sur la nécessité d'un endettement et d'un engagement économique des États, voir Tinel (2016).

21. Voir leur rôle dans les crises telles que les analyse Dockès (2017) en remontant au XVII^e siècle.
22. Il n'est pas sans intérêt de signaler ici l'origine donnée par Habermas (trad. 1978 p. 22) de « privé » comme « dépourvu de fonction publique » et de suivre l'émergence et le développement de la catégorie.
23. Sur son poids relatif et ses principales concurrences, voir : <https://coinmarketcap.com/>
24. Sur ce dimension anti-écologique donc anti-commun du bitcoin, voir notamment : https://motherboard.vice.com/en_us/article/ywbbpm/bitcoin-mining-electricity-consumption-ethereum-energy-climate-change
25. Voir sa présentation dans : https://mpk-ico-prod.s3.amazonaws.com/static/files/MPK_Whitepaper_fr.806551308026.pdf. Je remercie Jean-Vincent Jehanno de la monnaie complémentaire gonette à Lyon d'avoir attiré mon attention sur ce projet.
26. Je remercie tout particulièrement Tristan Dissaux pour les pistes d'information offertes. Voir l'interview de ses initiateurs, Dave Shepherdson et Lisa Bovill, du 23 octobre 2017 par Aaron Fernando : <https://www.shareable.net/blog/the-english-city-with-its-own-cryptocurrency-a-qa-with-the-hullcoin-team>.
27. L'argument est développé notamment dans Servet 2016d et Servet, Swaton 2017. Les monnaies complémentaires ont fait l'objet d'un article dans le récent *Dictionnaire des communs* (Ould Ahmed 2017).
28. L'enquête de Tristan Dissaux au Kenya (2015) montre un cloisonnement des usages : la monnaie locale servant plutôt à l'acquisition de biens alimentaires et libérant ainsi des ressources monétaires pour payer la scolarité des enfants ou financer une microentreprise. Dans ce dernier cas, il s'agit notamment du financement de stocks, tels que des légumes au marché central. Toutefois le volume d'épargne ainsi réalisée pour financer des dépenses non immédiates est restreint. Interrogé sur une possible conséquence dans la répartition des charges entre femmes et hommes, Tristan Dissaux m'a indiqué que ce sont les femmes qui gèrent l'approvisionnement alimentaire du foyer et que ce sont donc elles qui devraient davantage bénéficier de cet effet que les hommes. Il a remarqué que les utilisateurs de la monnaie sont très majoritairement des utilisatrices et que les hommes ont très souvent un sentiment de suspicion, quand ce n'est de rejet, vis-à-vis de la monnaie complémentaire tout en tolérant la participation de leur conjointe au projet.
29. Le rapprochement des concepts de liquidité chez John Maynard Keynes et Zygmunt Bauman apparaît très stimulant. Voir l'essai de Beacham 2013. Sur la pensée de Zygmunt Bauman voir <http://baumaninstitute.leeds.ac.uk/this-is-not-an-obituary/>. Sur la résistance à la liquéfaction des sociétés, voir : Servet 2016g.

RÉSUMÉS

L'objectif est ici de penser la monnaie comme commun en vue de transformer les rapports sociaux. Il s'agit de saisir la monnaie en tant que commun : dans sa dimension globale comme production de la liquidité nécessaire au bon fonctionnement des économies et de la société ; et dans sa dimension locale comme instrument de communautés se donnant des règles démocratiques de fonctionnement. Ce faisant, tout en se situant en continuité avec des travaux menés depuis le milieu des années 1970, se poursuit le combat toujours à renouveler contre le

main stream, en l'occurrence contre une perspective individualiste oubliant comment et pourquoi faire société grâce à des pratiques et institutions économiques, monétaires et financières.

The objective of this article is to think of money as common with the aim of a social, political and economic transformation. Money has to be viewed as common in its global dimension for the production of the liquidity needed by the society and in its local dimension as instrument of communities with democratic rules. It is a permanent struggle against the mainstream ideology. In this particular case, it is a struggle against an individualistic perspective which ignores how and why one should engage in society through economic, monetary and financial practices and institutions.

INDEX

Keywords : common, democracy, interdependence, liquidity, sharing

Mots-clés : Commun, démocratie, interdépendance, liquidité, partage

Code JEL A13 - Relation of Economics to Social Values, E42 - Monetary Systems • Standards • Regimes • Government and the Monetary System • Payment Systems, B5 - Current Heterodox Approaches, O35 - Social Innovation, Z13 - Economic Sociology • Economic Anthropology • Social and Economic Stratification

AUTEUR

JEAN-MICHEL SERVET

Professeur honoraire à l'IHEID Genève, associé à l'UMR 201 IRD, université Paris 1, jean-michel.servet@graduateinstitute.ch